

Les différentes façons de se préparer, en France, face à la menace islamiste

écrit par Jacques Lenormand | 7 octobre 2023



Face à la menace islamiste les Français se préparent pour certains sérieusement, pour d'autres en dilettantes...

Cette menace est connue et reconnue au plus haut niveau de l'Etat. Le ministre de l'Intérieur et les services de renseignements admettent que les signes d'alarme s'accroissent et s'entrecroisent : des "islamistes" se préparant à passer à l'acte sont régulièrement interpellés, des menaces d'organisations islamiques se font plus fréquentes, des messages de cellules téléguidées depuis le Pakistan, l'Afghanistan, la Syrie, l'Irak, sont interceptés.

"Islamistes" ! nous ne sommes pas dupes, mais conservons cette terminologie officielle tout en sachant qu'elle est destinée à cacher la réalité : il s'agit tout simplement de musulmans qui obéissent aveuglément aux ordres coraniques et qui mettent en pratique ce qui leur est enseigné au nom d'Allah. Ils se satisfont de l'islam le plus conventionnel, celui des "pieux ancêtres" leurs modèles.

De grandes manifestations populaires sont prévues en France l'an prochain, tels les Jeux olympiques et le 80^{ème} anniversaire des débarquements en Normandie et en Provence. Il y aura aussi les élections européennes. Et la poussée migratoire à laquelle nous assistons, médusés par ce qui était impensable il y a encore vingt ans, la violation de nos frontières sans que l'armée intervienne, est propice à l'infiltration d'éléments musulmans en djihad.

Mais le danger d'attentats en France est peut-être dû davantage aux musulmans radicaux, fondamentalistes (ceux qui suivent à la lettre les mots du coran) **déjà en place en France**, qu'aux "Frères" se préparant à venir faire le djihad dans le pays convoité.



Ci-contre portraits des auteurs des attentats musulmans dits «islamistes» à Paris en janvier 2015

En France, près de 5300 musulmans radicalisés identifiés et surveillés.

Dans une enquête signée Christophe Cornevin et Jean Chichizola, parue le 07 octobre 2023 dans "Le Figaro" sous le titre « *La menace terroriste continue de planer sur la France* », les auteurs précisent le nombre effarant de musulmans que nous avons appris, bien malgré nous, à désigner sous les termes équivoques de "radicalisés", "fondamentalistes", "islamistes", "fanatiques" et autres écrans de fumée. Le but des politiques et des juges qui nous contraignent à utiliser ces néologismes étant de laisser prospérer l'islam en France comme s'il n'y avait aucun lien de cause à effet entre l'islam et sa pratique logique : l'obéissance aveugle à la parole divine, dite "islamisme".

En tout cas, en comptabilisant les djihadistes revenus en France à cause de l'aveuglement et sous la responsabilité de la part de nos dirigeants, depuis les zones de combats où ils étaient partis faire le djihad, les libérés de prison après condamnation pour actes liés au "terrorisme" (comprenez "islamique", mais cette précision pourtant indispensable est toujours éludée), les musulmans se radicalisant grâce à internet et aux réseaux sociaux et dont les activités "religieuses" (là encore, traduisons par "islamiques") ont alerté les services de renseignements, le Fichier des Signalements pour la Prévention de la Radicalisation à Caractère Terroriste (FSPRT) a identifié 5273 musulmans radicalisés susceptibles de nous faire des misères si l'occasion se présente.

5273 ! Sans compter les « lionceaux du califat », ces enfants nés en Syrie durant les combats ou partis bébés avec leurs mères, et qui furent soit rapatriés avec leurs mères djihadistes qui préfèrent les prisons françaises aux camps des Kurdes en Syrie ! soit rapatriés sans leurs parents disparus, à la demande de leurs familles. **On compterait actuellement 300 enfants ainsi rapatriés, sur 450 de recensés au total.** Quel sentiment vont-ils développer à l'égard ou à l'encontre de la France après une petite enfance passée en djihad ? Et quels frais toutes ces admirables attentions dues à notre grand humanisme nous coûtent-ils !

Dans un entretien à ''Ouest-France'', le 20 septembre dernier, repris par les deux auteurs de l'article, Gérald Darmanin aurait prévenu : *«Les services pensent que ces personnes sont susceptibles de passer à l'acte ou d'être en contact avec d'autres pouvant passer à l'acte».*

Ces djihadistes vivant en France (souvent d'aides sociales ou d'activités illégales leur procurant des revenus suffisants et non imposés) nourrissent leur islam des appels coraniques à éliminer les juifs, les chrétiens et les non-musulmans, de messages de prédicateurs parlant au nom d'Allah et de son prophète, de chants de guerre portant l'étiquette ''chants religieux'', de vidéos retraçant les combats des ''pieux ancêtres'' servant de modèles à imiter. Leur islam leur tient lieu d'identité, de citoyenneté, d'essence ontologique, de politique, de lien social, de but et de vie.

Les auteurs de l'article nous laissent calculer ce que ces drôles de ''chances pour la France'' nous coûtent, simplement pour les empêcher de nous sauter dessus : *« ... les experts estiment qu'environ une vingtaine de policiers doivent se relayer pour surveiller une cible en permanence. »* $5300 + 300 + x \times 20 = \dots$! Sans compter les policiers employés à la surveillance des réseaux des

communications satellitaires : en 2022, 89.500 demandes de surveillance de suspects ont été déposées par ces spécialistes des écoutes ! Ce qui a abouti à comptabiliser 6.478 suspects !

Les solutions

Face à ce constat, à ces chiffres, à cette réalité, diverses solutions et actions sont proposées.

- « Selon un dernier bilan du ministère de l'Intérieur, quelque 795 étrangers inscrits au FSPRT ont été réexpédiés dans leur pays d'origine depuis le 1^{er} janvier 2017. Tous font l'objet d'une « mesure anti-retour », marquée d'une interdiction définitive de territoire. Les « grandes oreilles » y veillent, il en va de la crédibilité des services et de la protection des Français. » (article du ''Figaro'').

Seulement 795 expulsions depuis 2017 ! Alors qu'on bichonne environ 5500 djihadistes en France en 2023 ! Le compte n'y est pas !

- Divers partis politiques conscients de la situation, à l'écoute des demandes des Français, et refusant de courir après les votes des musulmans, s'engagent à plus de fermeté vis-à-vis de ces ''dangers pour la France''. Le Rassemblement National, Reconquête, Les Patriotes, Debout la France, et d'autres peut-être, se détermineront lors de la parution de leurs programmes, pour proposer des solutions. Nous saurons soutenir le ou les partis les plus lucides et les plus courageux.
- **Et puis il y a les étonnantes constructions de mosquées, tel qu'à Saint-Brieuc, à Saint-Malo, à Montreuil, à Rennes, à... on parle de plus de 200 projets pour la France !** C'est extraordinaire : plus il y a d'islamistes, de musulmans radicalisés, de

fondamentalistes, de djihadistes et de dangers annoncés sur notre territoire, et plus des idéologues et irresponsables politiques sont partisans d'enseigner l'islam aux musulmans en France. D'après eux, il faut leur transmettre le coran et les modèles à imiter, il faut leur prêcher l'islam en insistant sur cette logique à laquelle il est impossible d'échapper :-

- – Le monde a été créé par Allah
- – Ce Dieu a choisi les Arabes et Mahomet pour transmettre son message aux hommes
- – Ce message est écrit dans le coran et inclut les lois à suivre pour vivre en société
- – Peu importe les centaines d'appels à la haine, à la guerre, à la violence, au racisme et à l'antisémitisme, qui sont répétés dans le coran et dans l'islam véhiculé sur les réseaux sociaux et dans les ouvrages islamiques des bibliothèques de ces mosquées.
- – Désobéir à Allah est interdit. La soumission à l'islam est la seule solution pour tout vrai musulman.
- – Mais alors, pourquoi donc traiter d' « islamisme » cette belle obéissance et cette admirable soumission au Dieu créateur de l'Univers ? N'est-ce pas un manque de respect envers ce dieu et envers cette ''religion'' ? Si Dieu a dit une chose et si des créatures lui obéissent, pourquoi donc en vouloir à ces créatures agissant dans le droit chemin ?

Cela ne concerne pas les employeurs qui cherchent à embaucher des Nord-Africains francophones, ni les politiques qui comprennent ce besoin économique d'immigration, ni les juges qui fricotent avec le gauchisme et limitent nos libertés d'expression, ni les islamo-gauchistes en quête de voix électorales neuves, ni les ennemis de la France qui ne rêvent que de sa disparition dans le chaudron de sorcières

mondialiste...

- Et puis, il y a ''Résistance Républicaine'' et ''Riposte Laïque'', qui aimeraient que tout individu ayant manifesté une préférence pour la loi musulmane dite sharia, en infraction avec les lois françaises républicaines, profite de la conséquence de ses choix et bénéficie immédiatement d'une expulsion suivie d'un hypothétique accueil à la hauteur de son engagement dans un pays labellisé musulman.

Notre logique, à Résistance Républicaine, sert davantage les intérêts de la France et des Français que celle des propagateurs de l'islam. Notre civilisation mérite qu'on la défende. Y parviendrons-nous ?